Communiqué de presse

LANCEMENT DU DISPOSITIF CONTRE LE HARCELEMENT A L'ECOLE

Sur proposition de la ministre de l'Education, le Gouvernement de la FWB a décidé le 26 août dernier un ensemble de mesures coordonnées visant à contrer le harcèlement entre élèves en milieu scolaire.

Ce jeudi 16 septembre, la **circulaire « Dispositifs de prévention et de prise en charge du harcèlement et du cyber harcèlement en milieu scolaire »** est envoyée dans toutes les écoles primaires/secondaires :

Le dispositif sera décliné de la manière suivante :

1. Les écoles pourront dès aujourd'hui s'inscrire pour bénéficier de 3 dispositifs :

- ⇒ bénéficier du dispositif de prévention et de prise en charge du harcèlement et des violences de l'université de Mons
- ⇒ mobiliser les élèves dans la lutte contre le harcèlement dans l'enseignement secondaire et les faire participer à la réalisation d'une campagne de prévention du harcèlement.
- ⇒ assurer la formation des 5^e et 6^e primaires et 1^e et 2^e secondaires à la médiation par les pairs pour les élèves ;

2. Une plate-forme harcèlement www.enseignement.be/harcelement est également en ligne aujourd'hui dès 9H, avec un espace réservé pour les équipes éducatives, les parents et les élèves afin de les sensibiliser et informer sur les différents dispositifs et bonnes pratiques.

3. Un dépliant « harcèlement : à qui en parler ? » destiné aux **ELEVES** sera diffusé par le CEF – le Comité des Elèves Francophones. Le numéro vert Ecole et Parents (0800/95 580) peut envoyer des triptyques élèves et parents sur simple demande

4. Le numéro Assistance Ecoles (0800/ 20 410) est aussi disponible pour répondre aux questions des écoles concernant cette problématique

A.Nouveaux dispositifs

1. Dispositif de prévention et de prise en charge du harcèlement et des violences de l'université de Mons

Dès aujourd'hui, les écoles peuvent s'inscrire pour bénéficier du dispositif proposé par l'Université de Mons. Celui-ci vise trois objectifs opératoires :

1/ La régulation des cours de récréation : favoriser le contrôle des conduites et des comportements agressifs dans les cours de récréation en réorganisant son fonctionnement en fonction de règles précises.

2/ La médiation entres les élèves : permettre aux enseignants de retrouver la maîtrise de leur groupe-classe en ouvrant des espaces formels de médiation au sein desquels ils font appel à l'intelligence émotionnelle et collective de leurs élèves

3/ L'échange et l'accompagnement entre les professionnels : assurer un accompagnement des professionnels dans la mise en œuvre des dispositifs et créer par le travail en réseau une alliance éducative entre les professionnels.

2. Mesures proposées aux écoles candidates

1/ La formation de l'équipe éducative

Une formation opérationnelle sera dispensée à l'ensemble de la communauté éducative. La première étape de la formation vise à rappeler les principes de la coéducation à partir d'une redéfinition des règles, des normes et des interactions entre élèves et professionnels mais aussi entre élèves eux-mêmes. La deuxième étape de la formation concerne les principes actifs de la médiation que l'ensemble des acteurs devront adopter.

2/ L'accompagnement de la mise en place du dispositif

Cet accompagnement vise la mise en marche du projet avec une aide stratégique à

la mise en œuvre des dispositifs et des mécanismes de supports ainsi que l'application des séances de médiation.

3/ Les séances d'accompagnement et d'échanges entre professionnels

L'accompagnement offre aux professionnels un espace d'échange afin d'identifier les freins éventuels et des supports nécessaires face aux problématiques émergentes.

L'ensemble du dispositif sera évalué par l'UCL au fur et à mesure de sa mise en place, ce qui permettra de moduler les interventions en fonction des résultats obtenus.

3. Appel à projets avec incitant financier offrant aux élèves de l'enseignement secondaire la possibilité de développer leur propre campagne de prévention du harcèlement dans leur école

Cet appel à projets a pour objectif de laisser la parole aux jeunes de l'enseignement secondaire, en leur permettant de s'exprimer collectivement par la création d'une campagne propre. C'est en effet par leur mobilisation et leurs actions que les jeunes peuvent faire reculer ce phénomène souvent peu visible mais destructeur. Une subvention sera octroyée pour les projets sélectionnés et les supports de communication créés pourront ensuite être diffusés sur les plateformes existantes.

Un soutien financier allant jusqu'à 500 euros pourra être octroyé pour les projets de campagne sélectionnés, dans la limite du budget disponible. Le Comité des élèves francophones (CEF) offrira aux élèves un accompagnement méthodologique à l'élaboration de la campagne.

4. Appel à projets pour la formation des élèves de 5^e et 6^e années de l'enseignement primaire et du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire à la médiation par les pairs.

La médiation par les pairs apporte des solutions face aux micro-violences et aux climats d'insécurité au sein des écoles. C'est un processus aidant les élèves à modifier leur façon de gérer adéquatement et sans violence des situations de harcèlement. Un soutien financier allant jusqu'à 3000 euros pourra être octroyé aux écoles qui développeront cette formation auprès des élèves visés.

B.Autres mesures approuvées par le Gouvernement de la CF le 26/08 et mises en place à partir de ce jeudi 17/09 :

Plate-forme destinée aux élèves, aux parents et aux équipes éducatives reprenant toutes les ressources en matière de harcèlement et de cyber harcèlement : www.enseignement.be/harcelement.

La plate-forme recense des ressources, des services d'aide et des outils pédagogiques (capsules vidéo, ouvrages, jeux didactiques,...) en matière de prévention du harcèlement. La plate-forme est dotée d'un forum d'échange de pratiques efficaces destinées aux équipes éducatives. Au-delà d'une mission de sensibilisation au phénomène, l'objectif de la plate-forme est la mutualisation des savoirs.

Conclusion

Les mesures visent donc à impliquer tous les acteurs de l'école : équipes éducatives, élèves et parents. Le harcèlement doit être combattu avec force en mobilisant tous les acteurs. Pour preuve, la concrétisation de ces mesures représente un budget de **500.000 €** à charge des crédits 2015.